

## **Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

En 2012, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) continue de réclamer l'élaboration d'une politique publique et des investissements dans un système de garde à l'enfance sans but lucratif, inclusif, accessible et de qualité, financé par le secteur public. C'est la solution idéale pour les enfants, les familles et les collectivités en même temps qu'un puissant stimulant pour l'économie canadienne. Il a été démontré qu'un système d'éducation de la petite enfance et de garderies procure des avantages économiques et sociaux considérables. Le système de garderies au Canada est actuellement en crise. Fragmenté, il témoigne de l'échec d'une approche axée sur le marché en matière d'organisation de services de garde. On constate les symptômes de cette crise partout au pays : • frais de garde exorbitants imposés aux parents; • pénurie de places en garderie; • salaire et conditions de travail médiocres pour les éducateurs en garderie; • multiplication des chaînes de garderie commerciales. Cette crise contraste fortement avec la reconnaissance mondiale du droit de chaque enfant à l'accès à l'éducation et à des services de garde, un droit confirmé par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, dont le Canada est signataire. 1) Les Canadiens s'attendent que leur gouvernement respecte ses engagements internationaux. En outre, une majorité de Canadiens interrogés se dit en faveur d'un programme national de garderies. 2) Des études nationales et internationales révèlent que la garde d'enfants favorise la croissance économique. Une étude menée par l'économiste Robert Fairholm et financée par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE) montre que l'investissement dans les services de garde à l'enfance est celui qui, de tous les secteurs de l'économie canadienne, offre les meilleurs avantages économiques. 3) Les services de garde à l'enfance constituent un puissant stimulant économique : chaque dollar investi dans les services de garde à l'enfance augmente le PIB de 2,30 \$. Il s'agit de l'un des facteurs d'influence les plus importants sur le PIB dans l'ensemble des principaux secteurs. 4) Les avantages qui découlent de ces investissements génèrent des retombées de 2,54 \$ pour chaque dollar investi. 5) Les investissements dans le personnel des services de garde augmentent également les recettes des gouvernement fédéral et provinciaux, équivalant à peu près aux montants investis dans les coûts directs de la main-d'œuvre.

6) 1. Site <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/AdvanceVersions/GeneralComment7Rev1.pdf>

2. Environics Research Group. Rapport 2008. *Attitudes toward child care*. Sondage réalisé par Harris Decima en 2009. 3. Fairholm, Robert. Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, site [http://www.csc-csge.ca/sites/default/files/uploads/Projects-Pubs-Docs/2.8-WFS\\_LitSocioMain\\_Eng.pdf](http://www.csc-csge.ca/sites/default/files/uploads/Projects-Pubs-Docs/2.8-WFS_LitSocioMain_Eng.pdf). 4. Fairholm, Robert, site [http://www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/EarlyLearningEconomicForum\\_Fairholm.pdf](http://www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/EarlyLearningEconomicForum_Fairholm.pdf). 5. Fairholm, Robert. *Ibid*. 6. Fairholm, Robert. *Ibid*.

## 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Attirer et conserver une main-d'œuvre qualifiée augmente la capacité concurrentielle du Canada dans une économie fondée sur le savoir. Dans l'élaboration de stratégies nationales visant la création d'emplois, les investissements publics dans l'éducation de la petite enfance et les garderies doivent être considérés comme la priorité absolue. Toutefois, même s'il a été démontré que les services de garde permettent aux parents de retourner au travail ou d'acquiescer de la formation, il existe toujours un manque criant de places en garderie dans l'ensemble du pays; près de 80 % des enfants de cinq ans et moins n'ont pas accès à une place en garderie réglementée. Cette pénurie de places est non seulement critique pour les familles qui en ont besoin, mais elle s'accompagne également d'un coût économique élevé, notamment en privant de nombreux parents de participer au marché du travail, en particulier les mères de jeunes enfants. Les investissements dans des services publics, accessibles et abordables d'éducation de la petite enfance et de garderies permettraient de créer des emplois, d'augmenter le pouvoir d'achat des familles et de générer des recettes fiscales supplémentaires en favorisant l'accès au marché du travail à un plus grand nombre de parents, et ces investissements seraient largement rentabilisés. • Selon une recherche portant sur les multiplicateurs d'emplois, la garde d'enfants se révèle être le plus important créateur d'emplois : l'investissement de un million de dollars dans les services de garde à l'enfance permettrait de créer 40 emplois, soit 43 % plus d'emplois que dans le deuxième secteur économique en importance et quatre fois plus d'emplois que si le même montant était investi dans le secteur de la construction. 7) Au Québec, le fait d'avoir un programme de garderies qui dessert près de la moitié des enfants de moins de cinq ans a permis « à 70 000 femmes ayant de jeunes enfants d'entrer sur le marché du travail, soit une augmentation de 3,8 % du nombre de femmes au travail. Cette augmentation a permis d'injecter dans l'économie du Québec un montant additionnel de 5,2 milliards de dollars et d'augmenter son PIB de 1,7 %. En outre, l'augmentation du pouvoir d'achat des mères au travail et des impôts payés, accompagnée d'une réduction des transferts en matière de programmes sociaux, ont fait en sorte que pour chaque dollar investi par le Québec dans son système de garderies, la province récupère actuellement 1,05 \$ et Ottawa en récupère 0,44 \$, pour un total de 700 millions de dollars additionnels en recettes fédérales. » (8) 7. Fairholm, Robert. *Ibid.* 8. Fortin, Pierre, Luc Godbout et Suzy St-Cerny, *Economic Consequences of Quebec's Educational Childcare Policy.*

## 3. Changement démographique

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Les services de garde à l'enfance devraient entrer en ligne de compte dans l'élaboration de toute stratégie nationale visant la formation de travailleurs spécialisés qui prendront la relève après le départ à la retraite de la main-d'œuvre actuelle. Cette stratégie redoublerait d'efficacité si elle était accompagnée d'investissements dans un système public national d'éducation de la petite enfance et de garderies, mais c'est au gouvernement fédéral de jouer le rôle moteur à cet égard. Renoncer à cette responsabilité revient à refuser de reconnaître l'importance de ce secteur dans le soutien et le renouvellement de la main-d'œuvre canadienne en regard du vieillissement de la population et de la pénurie de main-d'œuvre. Le piètre bilan du Canada en ce qui a trait aux services de garde à l'enfance se reflète dans les faibles résultats obtenus dans des études internationales qui se sont penchées sur l'état des services

d'éducation de la petite enfance et de garderies dans les pays développés : • L'OCDE a placé le Canada au dernier rang pour ce qui est du pourcentage du PIB consacré à l'éducation préscolaire et aux garderies parmi 14 pays industrialisés. 9) Le Canada s'est également classé au dernier rang pour ce qui est de l'accès à des programmes préscolaires parmi 20 pays. 10) Un rapport de l'UNICEF examinant 10 critères relatifs à la préparation des enfants au passage à l'école a classé le Canada au dernier rang parmi 25 pays industrialisés. 11) Ces résultats montrent que la privatisation des services de garde à l'enfance au Canada a été une erreur. Par ailleurs, malgré l'échec du marché à instaurer un système de services de garde de qualité, les chaînes de garderie commerciales publiques prennent de l'ampleur au Canada. Dans ce modèle, les fonds publics, desquels dépendent ces chaînes, se transforment en profits pour les actionnaires au lieu de services de qualité, abordables et accessibles pour les enfants et les familles. Pourtant, « Les gouvernements canadiens peuvent, en fait, réaliser des économies en offrant des services de garde universels, de qualité et accessibles en raison de l'augmentation des recettes fiscales et de la réduction des dépenses liées principalement au nombre plus élevé de mères sur le marché du travail. Le programme s'autofinance largement, même à court terme. Il n'existe aucune raison financière empêchant les gouvernements d'instaurer un programme universel de garderie. » [traduction]. 12) 9. OCDE. (2006). *Starting Strong II: Early Childhood Education and Care*. Annexe C, p. 246, site <http://www.oecd.org/newsroom/37425999.pdf>. 10. OCDE. (2006). *Starting Strong II: Early Childhood Education and Care*. Country Profiles. 11. Site [http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc8\\_eng.pdf](http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc8_eng.pdf). 12. Fortin, Pierre, et Luc Godbout, Suzie St-Cerny (2012). *Impact of Quebec's Universal Low Fee Childcare Program on Female Labour Force Participation, Domestic Income, and Government Budgets*, document de travail 2012/02, Université de Sherbrooke, mai 2012, site [http://www.usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude\\_femmes\\_ANGLAIS.pdf](http://www.usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude_femmes_ANGLAIS.pdf).

#### 4. Productivité

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

L'investissement dans un système pancanadien d'éducation de la petite enfance et de garderies peut soutenir directement la reprise de l'économie canadienne en créant des emplois. Des études économiques ont clairement démontré les avantages économiques et sociaux rattachés à l'investissement dans le secteur des services de garde à l'enfance, qui est un grand créateur d'emplois. Ces investissements permettent également aux parents de jeunes enfants de rester sur le marché du travail et de poursuivre leur formation professionnelle. Cependant, la pénurie chronique d'éducateurs en garderie constitue un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif. Même si des recherches ont démontré le lien étroit entre des programmes de services de garde de grande qualité et une juste rémunération des travailleurs de ce secteur, ces derniers sont encore mal rémunérés, ont peu d'avantages sociaux et leur conditions d'emploi sont médiocres. Les éducateurs en garderie figurent parmi les travailleurs les moins bien rémunérés au Canada. Par conséquent, le taux de roulement est élevé dans cette catégorie de travailleurs, et le recrutement et la rétention s'avèrent difficiles. 13) Ces problèmes ont des répercussions économiques importantes, dont certaines ont été recensées par l'économiste Robert Fairholm de la façon suivante : 14) • une pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur de l'ordre de 5 000 travailleurs par année, en moyenne, au cours des dernières années; • un coût économique net de ces pénuries estimé à plus de 140 millions de dollars pour la période qui s'étend de 2001 jusqu'à 2007; • cette pénurie d'éducateurs en garderie a aussi empêché les parents d'intégrer la population active. Au total, cela représente une perte de près de 50 000 personnes-années d'emploi pour les travailleurs de ce secteur et pour les parents. L'investissement dans un système public d'éducation de la petite enfance et de garderies en vue de régler le problème chronique du faible taux de rémunération

et des piètres conditions de travail des éducateurs en garderie permettra de remédier à la pénurie de main-d'œuvre et de mieux répondre aux besoins des enfants, des familles et des collectivités canadiennes en plus de stimuler l'économie. • La juste rémunération des travailleurs de ce secteur augmentera leur rétention et favorisera la stabilisation des programmes, améliorant ainsi la qualité des services de garde à l'enfance. • L'investissement dans la formation et le recrutement des travailleurs de ce secteur contribuera à réduire un chômage croissant chez les jeunes. • Les avantages, tant pour la société que pour le gouvernement, dont les recettes fiscales augmenteront en raison du plus grand nombre de travailleurs dans les services de garde, dépasseront les coûts liés à la formation. 13. Fairholm, Robert. *Ibid.* 14. Fairholm, Robert. *Ibid.*

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Malgré les engagements pris dans le passé par le gouvernement fédéral en vue d'éliminer la pauvreté infantile au Canada avant l'an 2000, le taux de pauvreté chez les enfants au pays demeure pratiquement inchangé. Les dernières statistiques révèlent que plus de 639 000 enfants au Canada vivent dans la pauvreté. 15) Les services de garde à l'enfance demeurent l'un des piliers d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté. « Un système universel d'éducation de la petite enfance et de garderies, accessible et de grande qualité [...] est l'un des principaux éléments d'une stratégie bien définie visant à réduire et à éradiquer définitivement la pauvreté. » [traduction]. 16) Des services de garde de qualité :  
• favorisent le développement optimal des enfants et leur offrent une base solide facilitant leur expérience scolaire; • permettent aux parents de travailler ou d'étudier et de prendre part aux différentes sphères de la vie en société; • favorisent l'inclusion sociale; • font progresser l'égalité des femmes. Selon les données recueillies par le Recensement de la population en 2011, le nombre d'enfants âgés de quatre ans et moins a augmenté de 11 % entre 2006 et 2011. Le taux de croissance de ce groupe d'âge était le plus élevé depuis le baby-boom de 1956 à 1961. De plus, ce taux de croissance a été le plus élevé parmi tous les groupes d'âge de moins de 50 ans entre 2006 et 2011. 17) En outre, les familles qui travaillent et qui ont des enfants d'âge préscolaire ont connu une baisse de leur niveau de vie. Les jeunes familles d'aujourd'hui font souvent face à des défis majeurs, comme des dettes d'étude importantes, des coûts très élevés pour se loger et des frais de garde exorbitants. « Comparativement à la génération précédente, les familles avec de jeunes enfants ont moins de temps à leur disposition, ont un revenu familial moins élevé une fois leur loyer payé, et les services sont insuffisants pour leur permettre une saine conciliation travail-famille. » [traduction]. 18) Dans un tel contexte, il est inacceptable que : • Les frais de garde d'enfants au Canada soient inabordables et qu'ils viennent au deuxième rang des dépenses les plus élevées pour les familles, tout juste après le logement. • Même si plus de 70 % des mères sont sur le marché du travail, il manque de places en garderie pour environ 20 % des familles qui en ont besoin. Un système d'éducation de la petite enfance et de garderies universel, abordable et de qualité augmentera les chances d'un nombre croissant d'enfants d'âge préscolaire d'avoir accès à des services de garde, allégera le fardeau financier que représentent les frais de garde pour les jeunes familles et permettra aux parents qui travaillent de mieux faire face à la hausse des coûts du logement et aux revenus stagnants. 15. Site <http://www.dignityforall.ca/fr/node/80>. 16. Rothman, Laurel. *Child Care and Poverty Reduction: Where's the Best Fit?*, site <http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2009/04/Child%20Care%20and%20Poverty%20Reduction.pdf>. 17. Site <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120529/dq120529a-fra.htm>. 18. Site <http://blogs.ubc.ca/newdealforfamilies/new-deal-for-families-2/>

